



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE DE
POLITIQUE MONETAIRE**

Quatrième trimestre 2017

Mars-2018

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
1.1. Croissance du PIB mondial.....	5
1.2. Commerce mondial.....	6
1.3. Evolution des prix dans le monde	7
1.4. Politique monétaire dans les pays développés.....	8
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	9
II. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	11
2.1. Production et prix	11
2.2. Secteur extérieur.....	13
2.2.1. Commerce extérieur.....	13
2.2.2. Balance des paiements.....	15
2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs	16
2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (MID)	17
2.3. Finances publiques.....	17
2.4. Secteur monétaire	19
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	19
2.4.2. Base monétaire.....	21
2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties.....	22
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière.....	24
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	24
2.5.2. Qualité du portefeuille	25
2.5.3. Adéquation du capital	27
2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire	29
3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	30

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-Saharienne
AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AIN	: Avoirs Intérieurs Nets
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M2, M3	: Masse Monétaire
MBIF	: Million de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBP	: Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation
MID	: Marché Interbancaire de Devises
MUSD	: Millions de dollars américains
MW	: Mégawatt
OCDE	: Organisation de Coopération et de développement Economiques
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
T	: Tonne
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain
WTOI	: World Trade Outlook Indicator

RESUME ANALYTIQUE

L'activité économique au cours du quatrième trimestre 2017 a ralenti dans les principaux pays avancés et émergents. Elle a progressé de 3,7% en 2017, soit 0,1 point de plus que prévu en octobre 2017 et 0,5 point de plus que les réalisations de 2016. L'activité économique pourrait s'améliorer davantage en 2018, le taux de croissance attendu est de 3,9%, en raison du dynamisme de croissance dans la plupart des pays avancés et émergents ainsi que des effets attendus de la nouvelle politique fiscale américaine.

L'inflation du quatrième trimestre 2017 a augmenté dans la plupart des pays avancés et émergents, en liaison avec la remontée des prix des principaux produits de base.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique s'est accélérée, s'établissant à 2,7% en 2017 contre 1,4% en 2016 et s'établirait à 3,3% en 2018, en liaison notamment avec la remontée des prix des produits de base.

Les pays de la CEA enregistreraient des taux de croissance variant entre 2,5 et 6,5% et dont la moyenne (5,4% comme en 2016) dépasserait largement celui de l'Afrique subsaharienne (2,6%), suite notamment à une stabilité macroéconomique dans la majorité des pays membres, aux investissements publics et privés soutenus, en particulier, les investissements directs étrangers dans le secteur pétrolier et les télécommunications.

Au Burundi, les principales productions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire se sont accrues au quatrième trimestre 2017. La croissance du PIB est estimée à 2,5% en 2017 contre 1,7% en 2016, tirée principalement par l'amélioration de l'activité dans le secteur tertiaire. L'inflation s'est pratiquement stabilisée au quatrième trimestre 2017, s'établissant à 14,2 contre 14,3% au trimestre précédent. En revanche, en moyenne annuelle, l'inflation a augmenté (16,1 contre 5,6% en 2016) en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires enregistrée principalement au premier semestre 2017.

La balance des paiements a dégagé un besoin de financement (solde du compte courant et de capital) plus important que celui du même trimestre de 2016, en liaison avec l'augmentation du déficit du compte courant et la diminution de l'excédent du compte de capital.

Les réserves officielles de change ont augmenté de 6,0% à la fin du quatrième trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent et de 11,0% par rapport à la même période de 2016. En termes de mois d'importations de biens et services, elles couvraient 1,7 mois contre 1,5 au trimestre précédent.

Les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit budgétaire légèrement moins profond que celui du trimestre correspondant de 2016, se situant à -101.541,9 contre -102.295,5 MBIF. Ce déficit a été principalement financé par l'endettement intérieur net.

Les réserves des banques commerciales se sont améliorées au quatrième trimestre 2017. Néanmoins, les banques commerciales ont intensifié leurs recours au refinancement de la Banque Centrale. La masse monétaire s'est accrue de 25,7% en glissement annuel et de 4,7% d'un trimestre à l'autre, en liaison principalement avec l'augmentation des avoirs intérieurs nets.

Le secteur bancaire demeure suffisamment capitalisé et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Tous les principaux indicateurs de rentabilité du secteur se sont améliorés.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

La production mondiale a progressé de 3,7% en 2017, soit 0,1 point de plus que prévu en octobre 2017 et ½ point de plus qu'en 2016. Cette accélération de la croissance est généralisée aussi bien dans les pays avancés (2,3 contre 1,7% en 2016) que les pays émergents et en développement (4,7 contre 4,4% en 2016) en dépit du ralentissement de l'activité économique enregistré au cours du dernier trimestre 2017 notamment aux Etats-Unis, au Japon, en Chine et dans la Zone euro.

Tableau 1: Croissance économique des principaux pays avancés et émergents

	Glissement trimestriel		Glissement annuel	
	T3-2017	T4-2017	T4-2016	T4-2017
Chine	1,8	1,6	6,7	6,8
États-Unis	0,8	0,6	1,8	2,5
Japon	0,6	0,1	1,5	1,6
Royaume uni	0,4	0,5	1,8	1,5
Zone euro	0,7	0,6	1,9	2,6
OCDE - Total	0,7	0,6	2,0	2,6

Source : OCDE, février 2018

Aux Etats-Unis, bien que la croissance du PIB ait légèrement ralenti au quatrième trimestre 2017 (0,6 contre 0,8% au trimestre précédent), elle s'est améliorée en glissement annuel, s'établissant à 2,5 contre 1,8%, en liaison avec l'accroissement de la demande intérieure suite à la baisse des taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et la hausse des exportations.

Dans la Zone euro, la croissance économique s'est établie à 0,6 contre 0,7% au troisième trimestre 2017. En glissement annuel, le PIB s'est accru de 2,6% contre 1,9%, en raison de l'affermissement de la demande intérieure et extérieure.

Au Japon, en dépit du ralentissement de l'activité économique au quatrième trimestre 2017 (0,1 contre 0,6% le trimestre précédent), la croissance annuelle s'est établie à 1,6 contre 1,5% en 2016, tirée principalement par la consommation des ménages et les dépenses en capital.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB s'est légèrement accélérée (0,5 contre 0,4% au trimestre précédent), suite principalement au dynamisme du secteur des services et à l'amélioration de la production industrielle. En glissement annuel, le taux de croissance économique a diminué et s'est établi à 1,5 contre 1,8% à la même période de l'année précédente.

Les pays émergents et en développement enregistreraient une croissance de 4,7 contre 4,4% en 2016, tirée principalement par l'affermissement de la demande intérieure en Chine et le dynamisme de l'économie indienne.

En Chine, le Produit Intérieur Brut s'est accru de 1,6 contre 1,8% au trimestre précédent. En glissement annuel, il a enregistré un taux de croissance de 6,8 contre 6,7% à la même période de 2016, en rapport avec l'amélioration de la demande intérieure et extérieure, la solidité du secteur des services et le dynamisme de la construction immobilière.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique s'est accélérée en 2017 (2,7% contre 1,4% en 2016) et s'établirait à 3,3% en 2018, en liaison avec la remontée des prix des produits de base.

Selon les dernières estimations de croissance du FMI mises à jour en janvier 2018, l'activité économique mondiale devrait continuer de s'affermir en 2018, en raison d'une dynamique de croissance plus forte et des effets attendus de la nouvelle politique fiscale américaine. Le taux de croissance de l'activité économique mondiale attendue en 2018 est de 3,9%.

1.2. Commerce mondial

L'évolution de l'indicateur des perspectives du commerce mondial de l'OMC (WTOI) montre que le commerce mondial a repris en 2017 et devrait se poursuivre en 2018.

Tableau 2: Commerce mondial des marchandises (variation en points de la valeur des indices)

	Variation mois par mois			Variation annuelle
	Octobre	Novembre	Décembre	2017
WTOI	0,2	0,2	0,2	2,6
Commandes d'exportation	0,3	0,3	0,3	2,5
Frêt aérien	-0,4	-0,4	-0,4	3,4
Conteneurs expédiés	0,7	0,7	0,7	5,0
Automobiles	0,2	0,0	0,0	-2,2
Matériels électroniques	-1,6	-1,5	-1,6	-1,7
Matières premières	1,5	1,4	1,1	1,6

Source : OMC, février 2018

L'indicateur du commerce mondial s'est accru de 0,2 point chaque mois au cours du quatrième trimestre et a varié de 2,6 points par rapport à l'année précédente, ce qui dénote une croissance stable du commerce des marchandises.

En 2017, le commerce mondial a enregistré une croissance de 3,6 contre 1,3% en 2016, suite à la reprise des flux commerciaux en Asie et de la demande d'importations en Amérique du Nord.

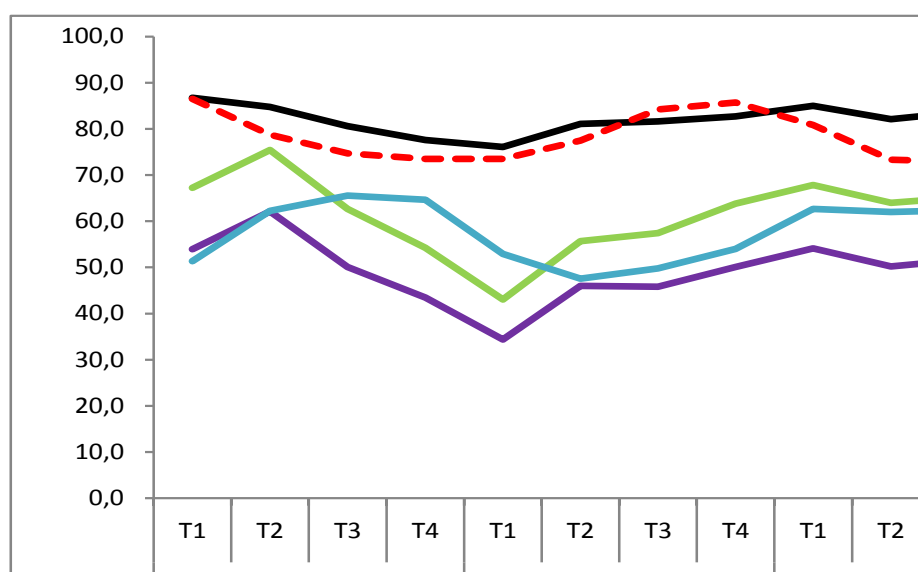
1.3. Evolution des prix dans le monde

Les prix des matières premières ont poursuivi leur remontée au cours du quatrième trimestre 2017 à l'exception du café arabica et du thé dont les prix ont baissé. En effet, le cours du pétrole brut (Brent) est passé de 51,7 à 61,5 \$/bbl d'un trimestre à l'autre. Le prix du café arabica s'est établi à 3,08 contre 3,28 \$/kg et celui du thé aux enchères de Mombassa s'est établi à 2,80 contre 2,81 \$/kg.

En moyenne annuelle, le prix du pétrole (Brent) a atteint 54,4 contre 44,0 \$/bbl, celui du thé 3,10 contre 2,64 \$/kg tandis que le prix du café arabica a fléchi à 3,32 contre 3,61 \$/kg en 2016.

Les indices des principaux groupes de produits ont augmenté. En effet, l'indice de l'énergie a progressé d'un trimestre à l'autre, passant de 65,26 à 74,9 et celui des produits non énergétiques de 83,8 à 84,7. En 2017, l'indice global des produits énergétiques s'est élevé à 73,0 contre 58,7 et celui des produits non énergétiques à 86,5 contre 85,7 en 2016.

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, prix des matières premières, Février 2018

En comparaison avec le trimestre précédent, l'inflation a légèrement augmenté dans l'ensemble des pays de l'OCDE, passant de 2,18 à 2,31% au quatrième trimestre 2017. Elle a augmenté aux Etats-Unis (2,12 contre 1,97%) tandis qu'elle a légèrement baissé dans la Zone euro (1,42 contre 1,45%). L'inflation a également augmenté dans les principaux pays émergents notamment en Chine, où elle est passée de 1,6 à 1,8%.

Tableau 3: Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en glissement annuel)

	T4-2016	T3-2017	T4-2017
Chine	2,17	1,60	1,80
États-Unis	1,80	1,97	2,12
Japon	0,33	0,60	0,60
Zone euro	0,74	1,45	1,42
OCDE - Total	1,55	2,18	2,31

Source : OCDE, février 2018

Sur l'ensemble de l'année 2017, l'inflation globale¹ devrait s'accélérer et atteindre 1,7 contre 0,8% en 2016 dans les pays avancés, en rapport avec la hausse des prix des produits de base.

Dans les pays émergents et en développement (hors Argentine et Venezuela), l'inflation resterait plus ou moins stable (4,1 contre 4,3% en 2016), en raison notamment du recul des prix de l'alimentation et de l'appréciation des monnaies.

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au cours du quatrième trimestre 2017, les banques centrales des pays avancés ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes comme pour le trimestre précédent dans l'objectif de stimuler davantage la reprise économique.

La Réserve Fédérale Américaine a maintenu le taux directeur dans une fourchette de 1,00% et 1,25% en vue de soutenir l'amélioration des conditions du marché du travail et un retour durable à une cible d'inflation de 2%.

La BCE a maintenu les taux d'intérêts des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt, respectivement à 0,00%, 0,25% et - 0,40%. Elle a poursuivi son programme de rachat massif de dettes.

¹ Perspectives de l'économie mondiale, FMI, mise à jour, janvier 2018

La Banque du Japon (BoJ) n'a pas changé sa politique monétaire, estimant que la croissance économique reste modérée et que l'objectif d'inflation de 2% est loin d'être réalisé. La Banque a reconduit ses taux négatifs sur les dépôts (-0,1%) et son vaste programme de rachat d'actifs.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

D'après les prévisions du FMI d'octobre 2017, l'activité économique des pays membres de la CEA s'améliorerait de 5,4% en 2017 comme en 2016. Les pays de la CEA enregistreraient des taux de croissance variant entre 2,5 et 6,5% et dont la moyenne (5,4%) dépasserait largement celui de l'Afrique subsaharienne (2,6%), suite notamment à une stabilité macroéconomique dans la majorité des pays membres, aux investissements publics et privés soutenus, en particulier, les investissements directs étrangers dans le secteur pétrolier et les télécommunications.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

	2014	2015	2016	2017 (proj.)
Burundi*	4,2	-0,3	1,7	2,5
Rwanda	7,6	8,9	5,9	6,2
Tanzanie	7,0	7,0	7,0	6,5
Ouganda	4,6	5,7	2,3	4,4
Kenya	5,4	5,7	5,8	5,0
CAE	5,9	6,1	5,4	5,4
AfSS	5,1	3,4	1,4	2,6

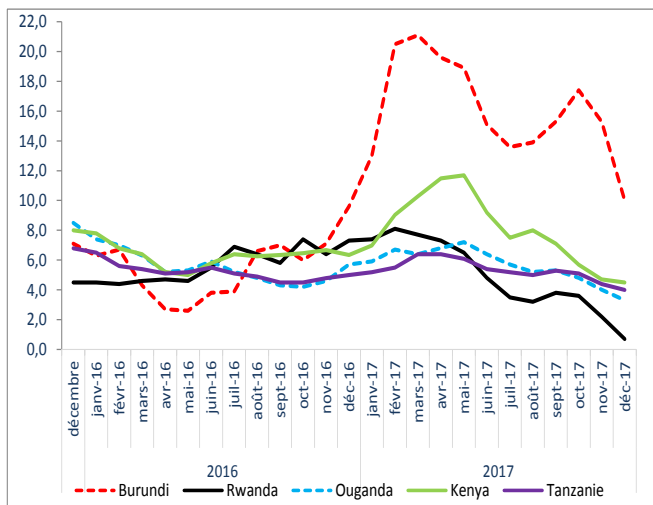
Source : *Perspectives économiques régionales : FMI, Octobre 2017*

**Cadrage macroéconomique du Burundi, juin 2017*

La baisse généralisée des prix observée depuis juin 2017 s'est poursuivie au quatrième trimestre dans tous les pays de la CEA. Cette tendance est principalement attribuable à une baisse des prix des produits alimentaires, liée notamment à une bonne de la production agricole conjuguée à une stabilité des taux de change.

Par rapport au trimestre précédent, les taux d'inflation moyens ont baissé au quatrième trimestre 2017, passant de 7,5 à 5,0% au Kenya, de 5,4 à 4,0% en Ouganda, de 5,1 à 4,5% en Tanzanie, de 3,9 à 2,2% au Rwanda et de 14,3 à 14,2% au Burundi.

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA

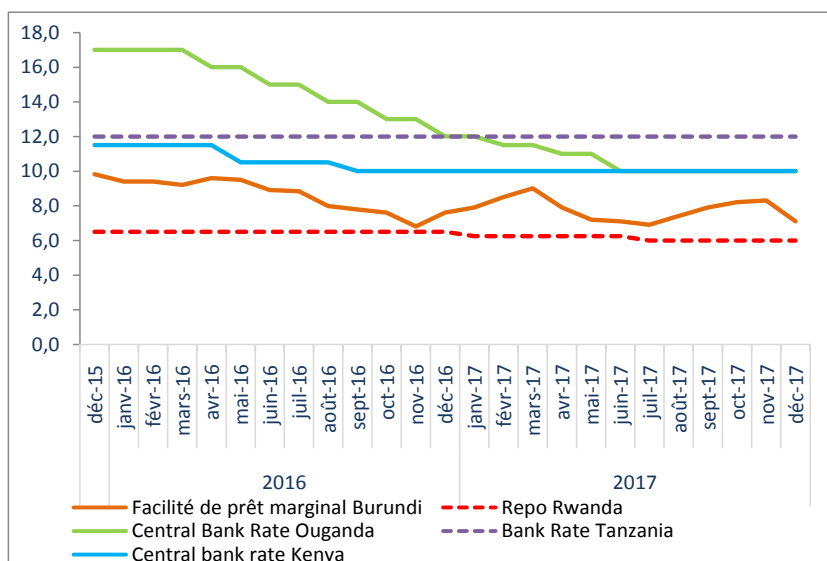


Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Les taux d'inflation moyens annuels se sont établis en dessous du critère de convergence (8%), à l'exception du Burundi. Ces taux sont de 4,9% au Rwanda, 5,3% en Tanzanie, 5,6% en Ouganda, 8,0% au Kenya et 16,1% au Burundi.

C'est dans ces conditions que les banques centrales des pays de la CEA ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes en vue de stimuler davantage l'activité économique.

Graphique 3 : Taux d'intérêt des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Les banques centrales du Rwanda, du Kenya, de la Tanzanie, de l'Ouganda ont maintenu leurs taux à 6,0%, 10%, 12% et 10% respectivement au cours du trimestre sous revue. Au Burundi, le taux de la facilité de prêt marginal (FPM) s'est établi, en moyenne trimestrielle, à 7,86 contre 7,45% au trimestre précédent.

D'un trimestre à l'autre, les taux de change des monnaies des pays de la CEA se sont globalement stabilisés par rapport au dollar américain, suite principalement à la réduction des déficits du compte courant due à l'amélioration des recettes d'exportation et aux faibles importations des produits alimentaires.

Tableau 5 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies de la CEA (fin de période)

	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
déc-16	2 186,20	811,67	3 610,50	102,48	1 688,60
sept-17	2 237,77	837,71	3 603,10	103,15	1 750,79
déc-17	2 230,10	844,99	3 635,08	103,13	1 766,70
Variation déc-17/déc-16 (%)	2,0	4,1	0,7	0,6	4,6
Variation déc-17/sept-17 (%)	-0,3	0,9	0,9	0,0	0,9

Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

En glissement annuel, le Franc Burundi (+4,6%), le Franc Rwandais (+4,1%), le Shilling tanzanien (+2,0%) se sont légèrement dépréciés par rapport au dollar américain alors que les Shillings Kenyan (+0,6%) et ougandais (+0,7%) se sont stabilisés.

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au quatrième trimestre 2017, les principales productions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire se sont améliorées.

La production du café vert s'est établie à 10.794 contre 1.384 T à la même période de la campagne précédente. Les apports de café Arabica en parche de la campagne 2017/2018 se sont établis à 21.717,5 T à fin décembre 2017 contre 17.906T à la même période de la campagne précédente, soit une augmentation de 21,3%.

De même, la production du thé sec a augmenté de 25,2% par rapport au même trimestre 2016, s'établissant à 2.284 contre 1.824 T.

La production cumulée du thé a fléchi de 10,9% en 2017, s'établissant à 41.105 contre 46.134 T en 2016, suite à une faible pluviosité qui a prévalu au cours du premier trimestre 2017.

Concernant le secteur secondaire, la production industrielle a légèrement augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, l'indice moyen de la production industrielle s'est accru de 9,7%, en liaison essentiellement avec la progression de la production dans les branches des industries alimentaires (+9,8%) et chimiques (+13,3%). En revanche, par rapport au trimestre précédent, l'indice a reculé de 15,3%, passant de 177,9 à 150,7, en liaison avec la diminution de la production des industries alimentaires (-17,6%) principalement les boissons de la BRARUDI (-18,3%) et le sucre (-29,7%) et des matériaux de construction (-37,6%) essentiellement les tubes en PVC (-42,2%).

La production d'électricité de la REGIDESO s'est accrue de 25,9% en glissement annuel, passant de 42.562 à 53.581 Mégawatts et de 33,5% en glissement trimestriel.

Au niveau du secteur tertiaire, le volume des marchandises transitant au port de Bujumbura s'est fortement accru (+54,3%) en glissement annuel, en rapport avec l'augmentation des importations de ciment, de clinker et de maïs. Par rapport au trimestre précédent, le volume des marchandises a augmenté de 15,2%.

Le nombre de passagers à l'aéroport international de Bujumbura s'est accru de 39,4% en glissement annuel et de 9,2% en glissement trimestriel et le trafic des aéronefs s'est accru de 33,9% en glissement annuel et de 9,2% par rapport au trimestre précédent.

Le taux de croissance du PIB en 2017 est estimé à 2,5% contre 1,7% en 2016, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans le secteur tertiaire.

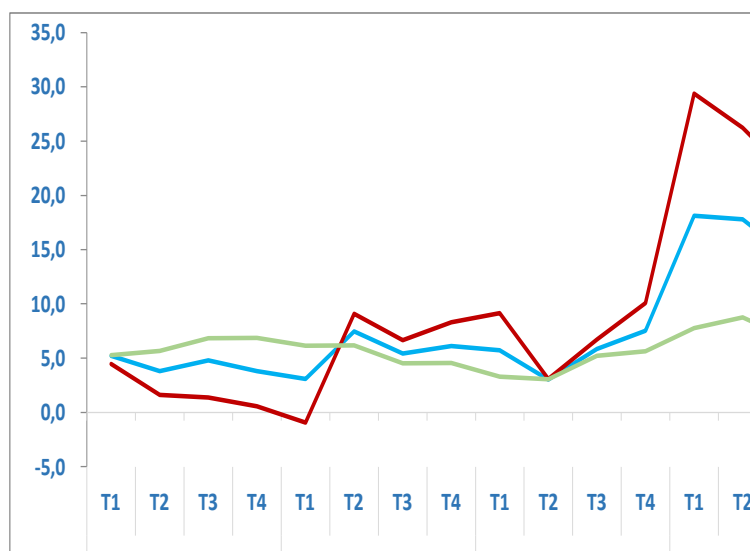
Tableau 6 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2013	2014	2015	2016	2017
1. Croissance du PIB réel	4,9	4,2	-0,3	1,7	2,5
Secteur primaire	8,4	-3,6	0,3	-2,0	-0,3
Secteur secondaire	2,4	6,2	-2,7	-1,4	-1,9
Secteur tertiaire	2,8	8,8	2,4	4,6	3,6
2. Inflation	7,9	4,4	5,5	5,6	16,1

Source : Cadrage macroéconomique du Burundi, juin 2017

Même si elle reste élevée, l'inflation s'est stabilisée d'un trimestre à l'autre (14,2 contre 14,3%) suite à l'évolution contrastée de l'inflation alimentaire (19,5 contre 21,7%) et non alimentaire (8,4 contre 6,7%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : Etabli sur base des données de l'ISTEEBU

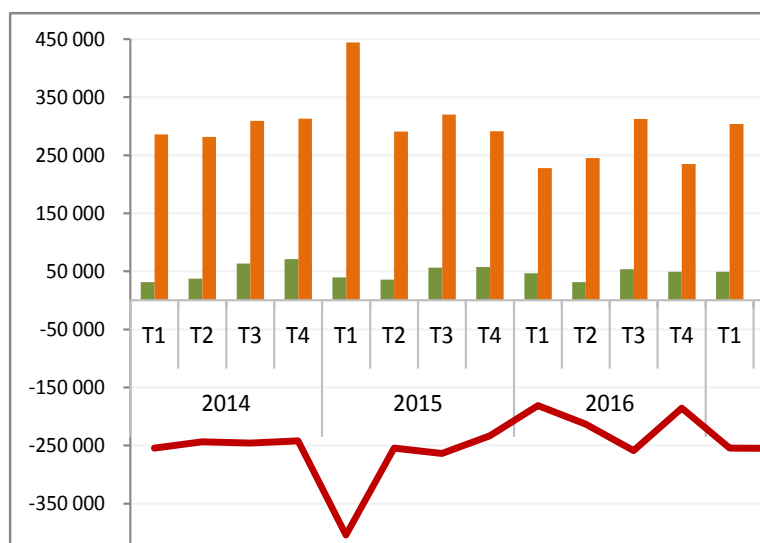
En moyenne annuelle, l'inflation s'est établie à 16,1 contre 5,6 % en 2016, en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires (24,1 contre 7,2%) et non alimentaires (7,9 contre 4,3%).

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Au quatrième trimestre 2017, le déficit commercial s'est creusé comparativement à la même période de 2016, passant de -185.372,1 à -254.888,8 MBIF, en liaison avec l'augmentation plus accrue des importations (+106.974,0 MBIF) que des exportations (+37.277,3 MBIF).

Graphique 5 : Evolution des échanges extérieurs (MBIF)



Source : BRB

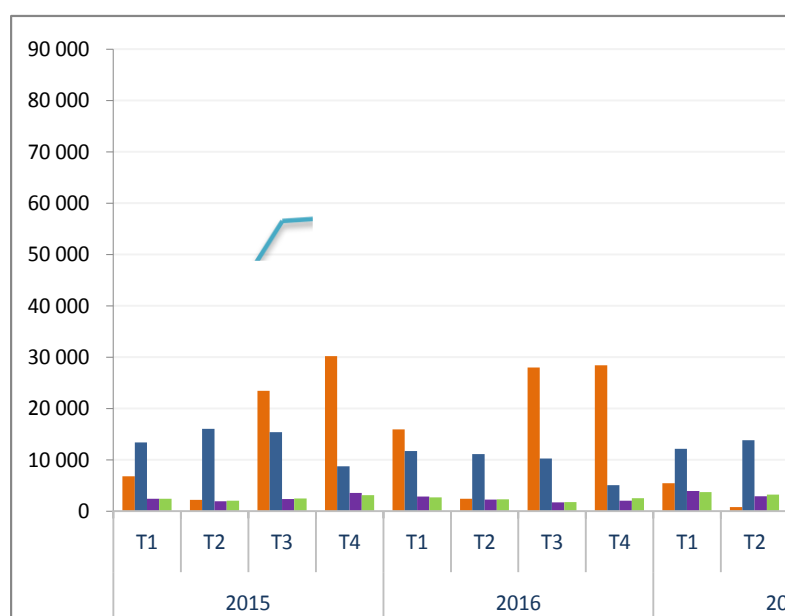
Les importations se sont accrues de 45,5%, s'élevant à 341.478 contre 234.684 MBIF au quatrième trimestre 2016, en liaison avec la hausse, à la fois, des biens de production (169.330 contre 100.771 MBIF, soit 68%), d'équipements (48.446 contre 39.862 MBIF, soit 21,5%) et de consommation (123.702 contre 94.051 MBIF, soit 31,5%).

L'augmentation des importations de biens de production est tirée principalement par les importations des huiles minérales (+33.494MBIF), des biens destinés à l'alimentation (+17.143 MBIF) et à l'agriculture et l'élevage (+7.942 MBIF). La hausse des importations des biens d'équipement a résulté de l'augmentation des importations du matériel électrique (+5.694 MBIF) et des tracteurs, véhicules et engins de transport (+4.104 MBIF). Quant à l'accroissement des importations de biens de consommation, il a essentiellement concerné les biens alimentaires (+21.095 MBIF), les véhicules (+5.317MBIF) et les textiles (+4.509 MBIF).

Les exportations se sont accrues de 75,6% au quatrième trimestre 2017, s'établissant à 86.589,2 contre 49.311,9 MBIF au même trimestre de 2016. Cet accroissement a porté aussi bien sur les produits primaires (70.844,6 contre 38.209,7 MBIF, soit 85,4%) que sur les produits manufacturés (15.744,6 contre 11.102,2 MBIF, soit 41,8%).

La hausse des exportations des produits primaires a principalement concerné l'or non monétaire (+20.435,3 MBIF), le café (+6.365,7 MBIF) et le thé (+5.464,5MBIF). L'augmentation des exportations des produits manufacturés a essentiellement porté sur la farine de blé (+2.737,1 MBIF), les cigarettes (+1.549,6 MBIF) et les bouteilles en verre foncé (+1.106,7 MBIF).

Graphique 6 : Evolution des principaux produits exportés (en MBIF)



Source : BRB

D'une année à l'autre, le déficit s'est creusé, s'élevant à -1.053,5 contre -838,5 Mds de BIF en 2016, en liaison avec la hausse des importations (1.314, 1 contre 1.019,6 Mds de BIF) plus élevé que celle des exportations (260,6 contre 181,0 Mds de BIF).

2.2.2. Balance des paiements

Au quatrième trimestre 2017, la balance des paiements a enregistré un besoin de financement (solde du compte courant et de capital) plus important que celui du même trimestre de 2016, s'établissant à 116.379,4 contre 81.564,8 MBIF. Cet accroissement du besoin de financement a résulté d'un approfondissement du déficit du compte courant (-252.512,3 contre -131.558,7 MBIF) et de la diminution de l'excédent du compte de capital (36.124,3 contre 49.993,9 MBIF).

Tableau 7: Balance des paiements (en MBIF)

	T4-2016	T3-2017	T4-2017
Compte courant	-131 558,7	-206 516,0	-152 512,7
Biens	-189 445,5	-213 985,7	-183 858,7
Services	-58 464,0	-71 138,5	-77 714,1
Revenus primaires	226,5	-635,6	-256,3
Revenus secondaires	116 124,3	79 243,8	109 316,4
Compte capital	49 993,9	19 501,8	36 124,3
Besoin de financement	-81 564,8	-187 014,2	-116 379,4
Compte financier	-83 534,0	-179 042,8	-35 837,9
Erreurs et omissions	-1 969,2	7 971,4	80 541,6

Source : BRB

L'accroissement du déficit du compte courant est principalement tiré par l'aggravation du déficit du compte des services (-77.714,1 contre -58.464,0 MBIF) et par la diminution de l'excédent du compte des revenus secondaires (109.316,4 contre 116.124,3 MBIF), le déficit du compte des biens s'étant, par contre, allégé (-183.858,7 contre -189.445,5 MBIF).

En revanche, le déficit du compte financier s'est allégé pendant la même période, s'établissant à -35.837,9 contre -83.534,0 MBIF, suite notamment à la diminution du déficit du solde des autres investissements (-48.043,0 contre -91.715,6 MBIF).

La balance des paiements de l'année 2017 fait ressortir un besoin de financement de 524.912,2 contre 470.514,5 MBIF en 2016. Cette détérioration est liée à la hausse du déficit du compte courant (-652.382,7 contre -587.097,4 MBIF), l'excédent du compte de capital ayant, par contre, augmenté (127.470,5 contre 116.582,9 MBIF).

2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs

A la fin du quatrième trimestre 2017, les avoirs extérieurs se sont améliorés de 0,6% par rapport au trimestre précédent (195,6 contre 194,48 MUSD) et de 13,1% par rapport au même trimestre de 2016.

Tableau 8: Evolution des avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			variation	
	déc-16	sept-17	déc-17	trimestrielle	annuelle
BRB	98,56	113,50	112,90	-0,5	14,5
Dont: Réserves officielles	95,35	99,80	105,80	6,0	11,0
Banques commerciales	74,31	80,97	82,70	2,1	11,3
Total des avoirs extérieurs	172,87	194,48	195,60	0,6	13,1

Source : BRB

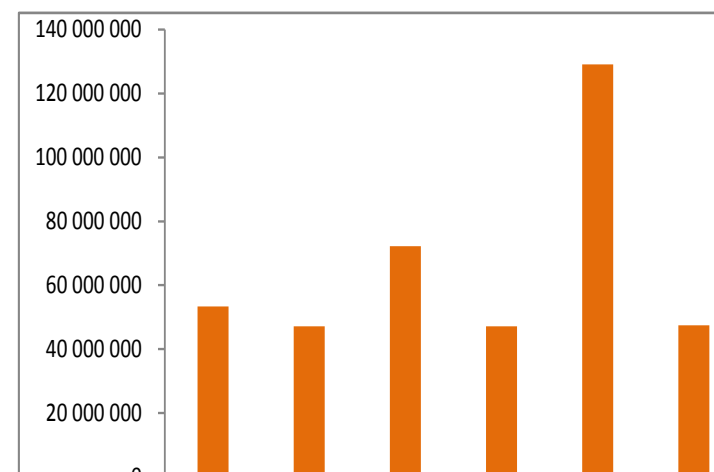
Les avoirs extérieurs de la BRB ont baissé de 0,5% par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 112,9 contre 113,50 MUSD alors qu'ils ont augmenté de 14,5% par rapport à la même période de 2016. Les avoirs extérieurs des banques commerciales ont progressé de 2,1% par rapport au trimestre précédent, se situant à 82,7 contre 80,97 MUSD et se sont accrus de 11,3%, en glissement annuel.

Les réserves officielles de change se sont accrues de 6,0% par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 105,8 contre 99,8 MUSD et ont augmenté de 11,0% par rapport à la même période de 2016. En termes de mois d'importations de biens et services, elles couvraient 1,7 contre 1,5 mois au quatrième trimestre 2016.

2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (MID)

Au quatrième trimestre 2017, la BRB a effectué des interventions sur le MID d'un montant de 88,5 contre 47,4 MUSD au trimestre précédent. Par rapport à la même période de l'année 2016, les interventions de la BRB s'élevaient à 72,2 MUSD.

Graphique 7 : Transactions sur le MID (en USD)



Source : BRB

2.3. Finances publiques

Au quatrième trimestre 2017, les finances publiques ont été marquées par une augmentation des recettes dans les mêmes proportions que celle des dépenses entraînant ainsi un déficit budgétaire presque égal à celui de la même période de 2016.

Tableau 9 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	2016	2017	
	4ème trim	3ème trim	4ème trim
A. RECETTES ET DONNS	212 174,16	238 330,5	233 102,10
1. Recettes	162 161,93	209 504,6	195 533,90
Recettes fiscales	162 160,76	209 504,6	195 533,90
Recettes exceptionnelles	1,17	-	-
2. Dons	50 012,23	28 852,9	37 568,20
courants	-	-	-
en capital	50 012,23	28 825,9	37 568,20
B. DEPENSES	314 469,65	283 568,6	334 644,00
1. Dépenses courantes	198 429,56	227 061,5	232 914,80
dont Salaires	90 021,88	96 271,4	96 262,30
2. Dépenses en capital	116 040,09	56 507,1	101 729,20
Sur ressources nationales	65 915,46	24 965,6	64 161,00
Sur prêts et dons extérieurs	50 124,63	31 541,6	37 568,20
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-102 295,5	-45 238,1	-101 541,9
C. FINANCEMENT	102 296,66	45 238,1	101 542,00
Financement extérieur net	-1 712,9	-190,5	-7 612,0
Financement intérieur net	97 862,40	56 078,6	100 233,40
D. Erreurs et omission	6 147,1	-10 650,0	8 920,6

Source : MFBP

Les recettes du quatrième trimestre 2017 ont progressé de 20,6% par rapport à celles de la même période de 2016, passant de 162.161,9 à 195.533,9 MBIF. Comparées à celles du trimestre précédent (209.504,6 MBIF), elles ont baissé de 6,7%. Les dons en capital ont diminué de 24,9% en glissement annuel, se situant à 37.568,2 contre 50.012,2 MBIF alors qu'ils ont augmenté de 30,3% par rapport au trimestre précédent.

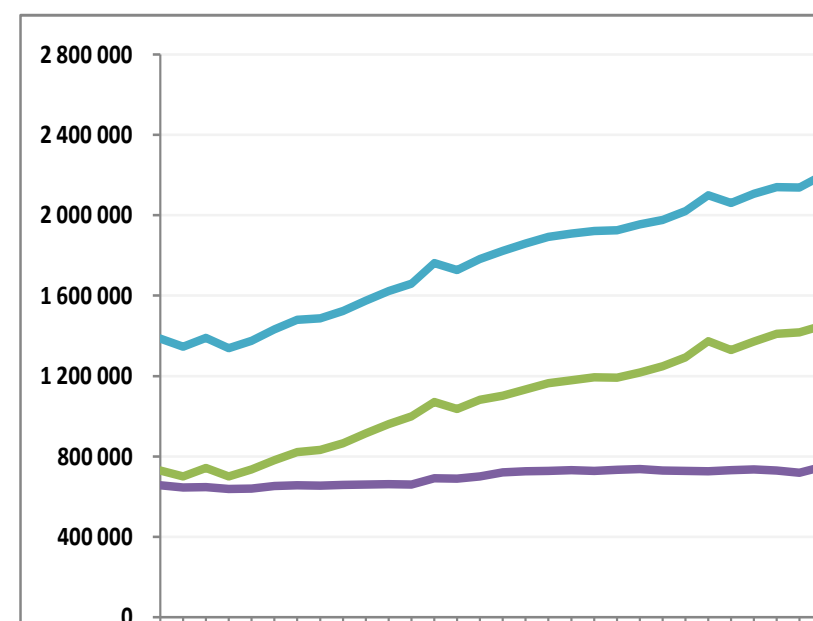
En glissement annuel, les dépenses ont progressé de 6,4%, s'établissant à 334.644,0 contre 314.469,7 MBIF. Cette hausse a résulté de l'accroissement des dépenses courantes (+17,4%) ; les dépenses d'investissement ayant fléchi de 12,3%. Comparées à celles du trimestre précédent, elles ont augmenté de 18,0%.

Au quatrième trimestre 2017, les opérations financières de l'Etat ont enregistré un déficit budgétaire presque égal à celui du trimestre correspondant de 2016, se situant à -101.541,9 contre -102.295,5 MBIF. Ce déficit a été principalement financé par un endettement intérieur net de 100.233,4 MBIF.

La dette publique a augmenté de 15,7% en glissement annuel, passant de 2.098,8 à 2.427,9 Mds de BIF et a progressé de 7,5% par rapport au trimestre précédent.

L'encours de la dette intérieure s'est accru de 20% en glissement annuel, passant de 1.374,1 à 1.649,3 Mds de BIF et a augmenté de 11,2% d'un trimestre à l'autre. Elle représente 67,9% de la dette publique totale et est constituée principalement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale.

Graphique 8 : Evolution de la dette publique (en Mds de BIF)



Source : BRB

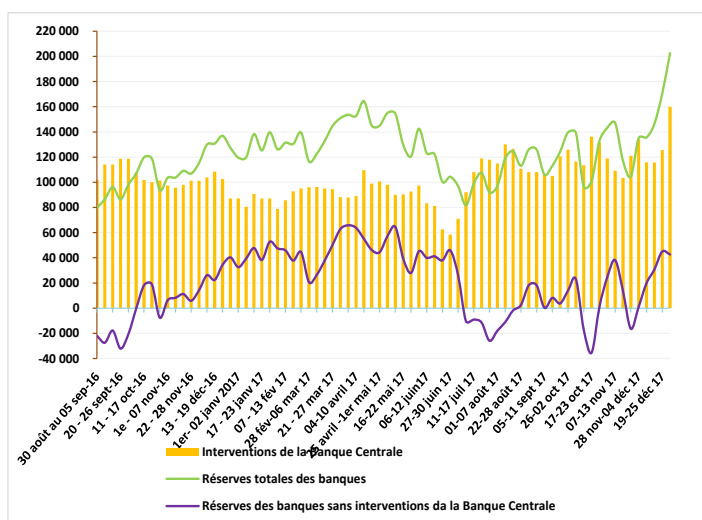
La dette extérieure a également augmenté en glissement annuel (+7,5%), passant de 724,6 à 778,6 Mds de BIF. Elle est constituée de la dette multilatérale (77,3%), bilatérale (13,4%) et des autres créanciers (9,3%).

2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Les réserves des banques ont nettement augmenté au quatrième trimestre 2017 par rapport au troisième trimestre 2017. Sans interventions de la Banque Centrale, elles sont passées de 111 à 14.033 MBIF en moyenne hebdomadaire et s'élevaient à 13.504 MBIF au même trimestre de 2016.

Graphique 10: Réserves des banques et interventions de la BRB

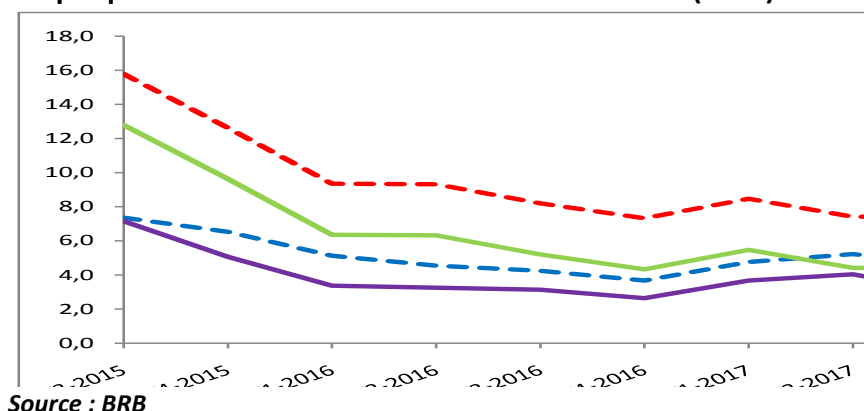


Source : BRB

Bien que les réserves des banques commerciales se soient améliorées, ces dernières ont continué à recourir au refinancement de la Banque Centrale. En effet, l'encours du refinancement s'est élevé à 123.628 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 110.889 MBIF au troisième trimestre 2017 et 101.619 MBIF à la même période de 2016.

Au quatrième trimestre 2017, les taux d'intérêt du marché monétaire ont légèrement baissé. Le taux d'intérêt moyen sur les apports de liquidité s'est établi à 2,60 contre 2,93% au trimestre précédent. Le taux d'intérêt moyen interbancaire est passé de 4,55 à 4,04%. Seul le taux d'intérêt moyen sur la facilité de prêt marginal a augmenté, passant de 7,45 à 7,86%, suite à la hausse de celui sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé, soit 4,86 contre 4,45%.

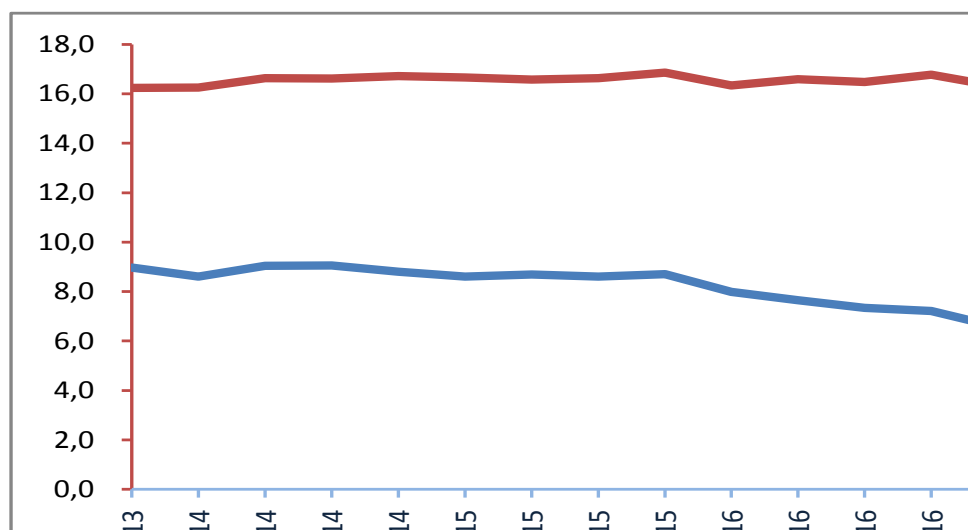
Graphique 11: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)



Source : BRB

Au cours du quatrième trimestre 2017, le taux d'intérêt moyen sur l'encours des crédits a légèrement augmenté, s'établissant à 16,16 contre 16,13% au troisième trimestre 2017. Il se fixait à 16,77%, à la même période de 2016. Par contre, le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du dernier trimestre 2017 a baissé, se fixant à 16,34% contre 17,17% au trimestre précédent et 17,14% à la même période de 2016.

Graphique 12 : Taux moyens débiteur et créditeur (en %)



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, le taux créditeur moyen a légèrement augmenté (5,96 contre 5,92%) suite à la légère hausse des taux d'intérêt sur les dépôts à terme (6,94 contre 6,85%) et à vue (3,18 contre 3,09%) ainsi que ceux sur les comptes sur livret (5,48 contre 5,45%). En revanche, les taux d'intérêt sur les bons de caisse ont diminué (4,34 contre 4,80%). En glissement annuel, le taux créditeur moyen a baissé, s'établissant à 5,96 contre 7,21%. Cette diminution a porté sur toutes les catégories de dépôts.

2.4.2. Base monétaire

La base monétaire a augmenté de 11,3% d'un trimestre à l'autre. Elle est passée de 523.365,7 à 582.685,1 MBIF, suite à la hausse des avoirs intérieurs (+9,8%), les avoirs extérieurs nets ayant diminué (-3,8%). S'agissant des composantes de la base monétaire, l'augmentation a concerné les dépôts des banques commerciales et des microfinances (+58.152,5 MBIF) et les billets et pièces en circulation (+10.463,4 MBIF). En revanche, les dépôts classés dans les divers (-8.975,8 MBIF) et ceux des établissements financiers (-320,8 MBIF) ont baissé.

Tableau 10: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	déc-16	sept-17	déc-17	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	267 512,5	297 683,1	308 146,5	3,5	15,2
Dépôts des banques et microfinances	140 298,6	165 693,0	223 845,5	35,1	59,5
Dépôts des établissements financiers	3 575,7	2 490,4	2 169,6	-12,9	-39,3
Dépôts divers	7 837,2	57 499,3	48 523,5	-15,6	519,1
Base monétaire = Contreparties	419 224,0	523 365,8	582 685,1	11,3	39,0
Avoirs extérieurs nets	-162 073,8	-134 023,8	-139 165,8	-3,8	14,1
Avoirs intérieurs nets	581 297,8	657 389,6	721 850,9	9,8	24,2
-Créances nettes sur l'Etat	509 226,2	509 123,6	530 450,4	4,2	4,2
-Autres postes nets	72 071,6	148 266,0	191 400,5	29,1	165,6

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 39,0%, suite à la progression des avoirs intérieurs (+24,2%) et extérieurs nets (+14,1%). L'analyse en termes de contribution à la variation trimestrielle de la base monétaire révèle que la croissance de la base monétaire a été d'origine interne (12,3 points de pourcentage). En glissement annuel, elle a été, à la fois, d'origine interne (33,5 points de pourcentage) et externe (5,5 points de pourcentage).

Tableau 11 : Contributions à la variation de la base monétaire à fin décembre 2017

	Par rapport à décembre 2016	Par rapport à septembre 2017
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	5,5	-1,0
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	33,5	12,3
dont: -Créances nettes sur l'Etat	5,0	4,1
-Autres postes nets	28,5	8,2
Base monétaire	39,0	11,3

Source : BRB

2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties

Par rapport au trimestre précédent, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 4,7% à fin décembre 2017, se situant à 1.483,6 contre 1.416,6 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur les dépôts à vue (+2,4%), les placements à terme et d'épargne (+5,9%), les avoirs en devises des résidents (+12,9%) et sur la circulation fiduciaire hors banques (+5,2%).

D'un trimestre à l'autre, l'augmentation de la masse monétaire a résulté de la hausse des avoirs intérieurs (+2,5%) et extérieurs nets (+15,5%).

La progression des avoirs intérieurs nets a concerné l'endettement net de l'Etat qui a augmenté de 7,9%, tandis que les créances sur l'économie et les autres postes nets ont reculé de 4,1 et 1,1% respectivement.

Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

	déc-16	sept-17	déc-17	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
M3	1 180 019,4	1 416 645,0	1 483 583,6	4,7	25,7
AEN	-176 523,1	-176 379,5	-149 085,4	15,5	15,5
AIN	1 356 542,5	1 593 024,5	1 632 669,0	2,5	20,4
-Crédit intérieur	1 773 610,2	1 964 908,2	2 008 666,8	2,2	13,3
Créances nettes sur l'Etat	906 486,1	1 035 187,7	1 117 180,0	7,9	23,2
Créances sur l'économie	867 124,1	929 720,5	891 486,8	-4,1	2,8
-Autres postes nets	-417 067,7	-371 883,7	-375 997,8	-1,1	9,8

En glissement annuel, la masse monétaire a augmenté de 25,7%, en liaison avec l'accroissement du crédit intérieur (+13,3%) et des avoirs extérieurs nets (+15,5%).

S'agissant des composantes de M3, la hausse a concerné les dépôts à vue (+25,8%), les placements à terme et d'épargne (+20,4%), les avoirs en devises des résidents (+70,8%) et la circulation fiduciaire hors banques (+13,8%).

Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin décembre 2017

	Par rapport à décembre 2016	Par rapport à septembre 2017
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	2,3	0,4
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	23,4	4,3
dont: -Crédit Intérieur	19,9	3,6
-Autres Postes Nets	3,5	0,7
Masse monétaire	25,7	4,7

Source : BRB

La progression de la masse monétaire a été d'origine, principalement interne aussi bien d'un trimestre à l'autre (4,3 points de pourcentage) qu'en glissement annuel (23,4 points de pourcentage).

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

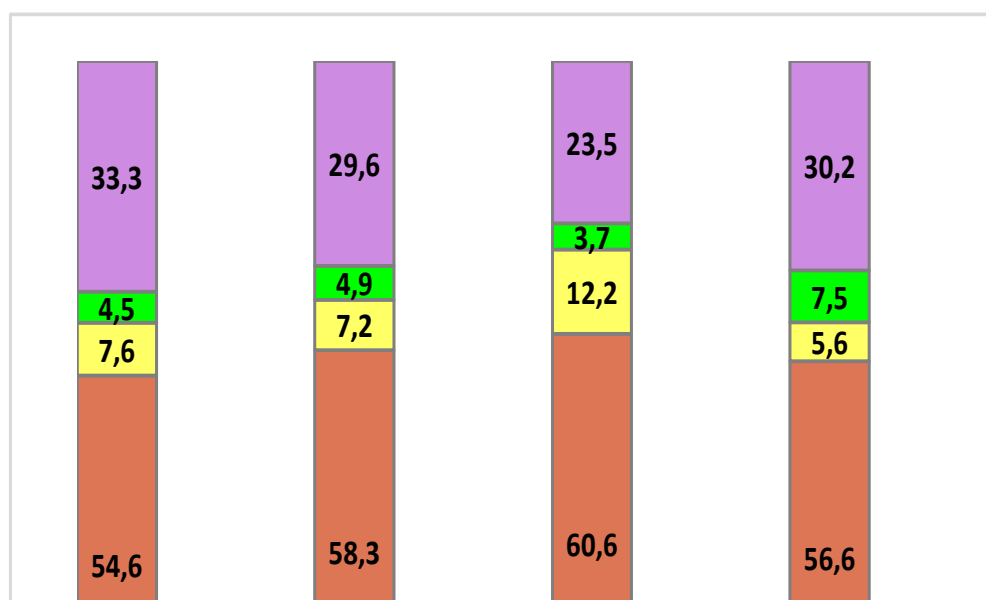
A fin décembre 2017, le total du bilan du secteur bancaire a augmenté de 5,6% par rapport à fin septembre 2017. Comparé à la même période de 2016, il s'est accru de 18,0%. D'un trimestre à l'autre, les dépôts ont augmenté tandis que le portefeuille crédits a diminué. Le secteur bancaire demeure suffisamment capitalisé et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Tous les principaux indicateurs de rentabilité du secteur se sont améliorés.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

Le total des dépôts a augmenté de 6,3% à fin décembre 2017, s'établissant à 1.234,1 contre 1.160,7 Mds de BIF à fin septembre 2017. Comparé à la même période de 2016, le total des dépôts a progressé de 23,2%. Malgré cette augmentation, l'encours du refinancement de la Banque Centrale s'est accru de 37,4% d'un trimestre à l'autre, passant de 116.470,7 à 160.080,4 MBIF.

Graphique 13 : Répartition des ressources (en % du total)

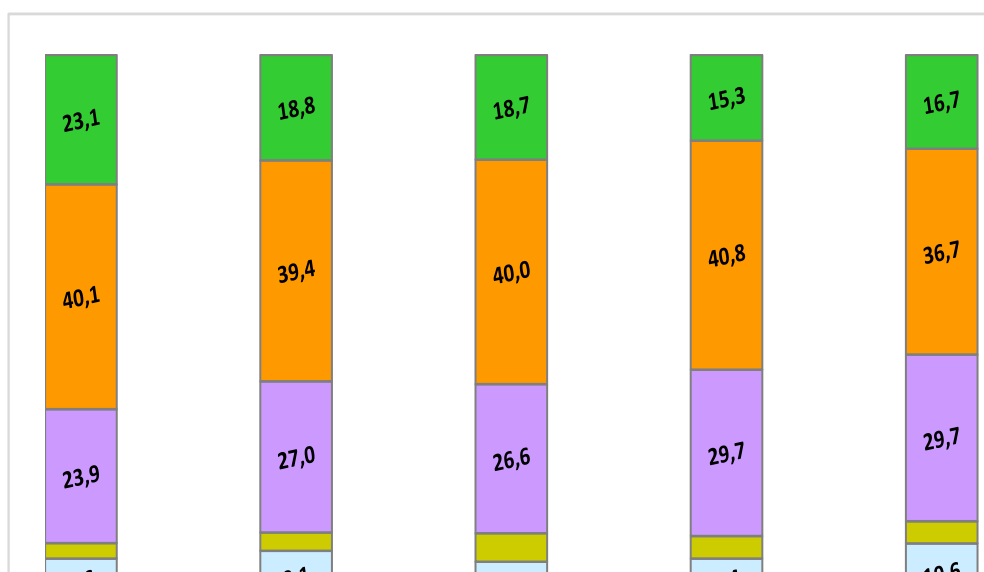


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les emplois du secteur bancaire sont essentiellement constitués de crédits à l'économie et des titres du Trésor, représentant respectivement 36,7 et 29,7% du total actif. L'encours des titres du Trésor détenus par les banques a augmenté de 5,8% d'un trimestre à l'autre et de 46,9% en glissement annuel. Les crédits à l'économie ont diminué de 4,9% d'un trimestre à l'autre alors qu'ils ont augmenté de 8,2% par rapport à la même période de 2016.

Graphique 14 : Répartition des emplois (en % du total)

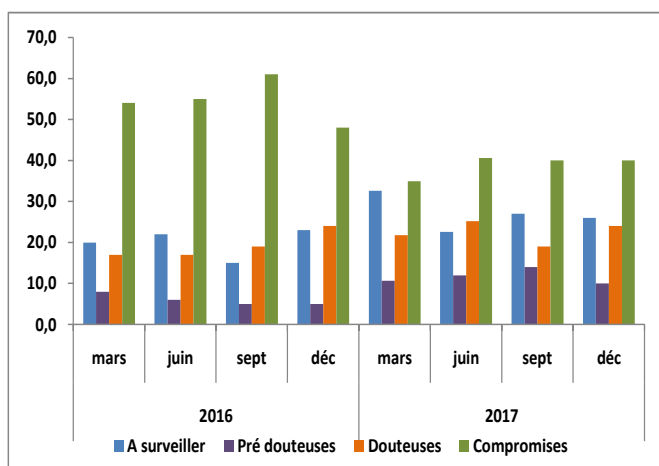


Source: BRB

2.5.2. Qualité du portefeuille

Le taux des créances impayées a légèrement augmenté de 0,9 point de pourcentage, s'établissant à 19,8 contre 18,9% en glissement annuel et 19,6% au trimestre précédent. L'augmentation des créances impayées au quatrième trimestre 2017 est liée à la progression des créances à surveiller d'une part et des créances compromises d'autre part.

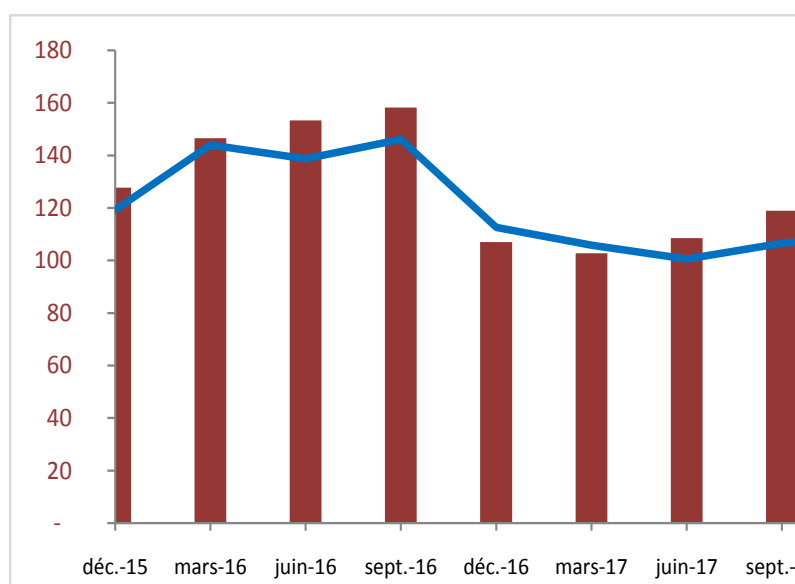
Graphique 15 : Créances impayées par classe (en %)



Source : BRB

L'analyse des créances par classe montre qu'à fin décembre 2017, les créances à surveiller et les créances compromises occupaient respectivement 26% et 40% des créances impayées contre 23% et 48% à la même période de l'année précédente, tandis qu'elles étaient respectivement de 27% et 40% à fin septembre 2017. Les banques ont continué à radier les créances compromises dans leurs bilans comme stipulé dans la loi budgétaire 2017. En conséquence, le ratio des prêts non performants s'est stabilisé presque au même niveau que celui de fin décembre 2016 (14,6 contre 14,5%).

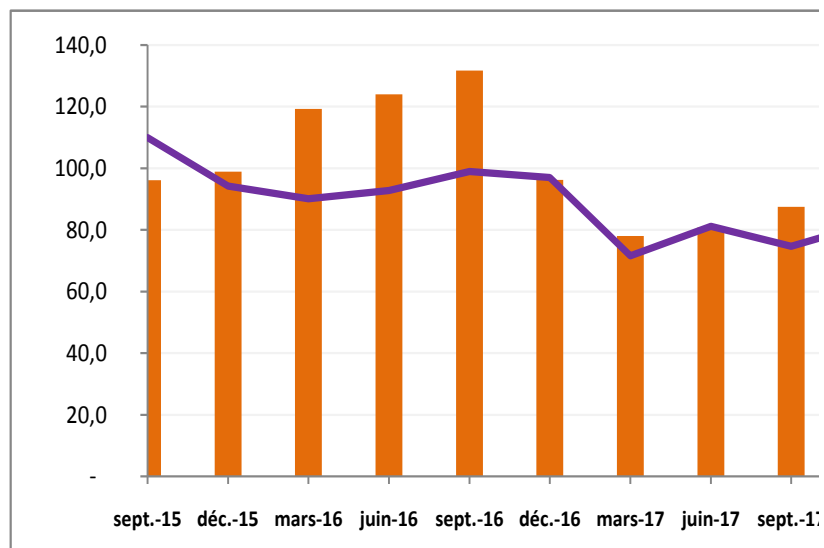
Graphique 16 : Evolution des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, les provisions pour dépréciation des créances ont baissé de 3,9% (92.574,3 contre 96.337,0 MBIF) tandis qu'elles ont augmenté de 5,8% par rapport au trimestre précédent. La baisse des provisions est liée aux différentes mesures d'assouplissements relatifs au provisionnement de certaines créances.

Graphique 17 : Evolution des provisions et taux de couverture



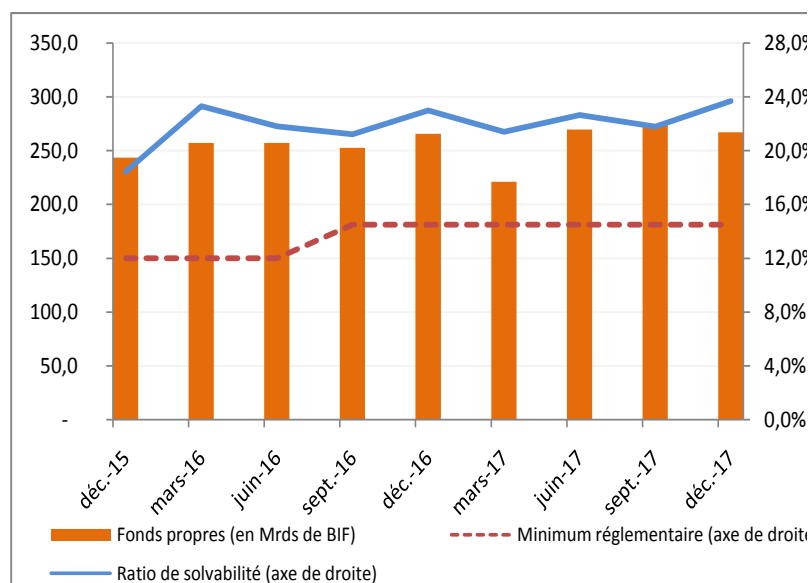
Source : BRB

2.5.3. Adéquation du capital

A fin décembre 2017, le secteur bancaire disposait de fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire². Le ratio de solvabilité globale a augmenté, s'établissant à 23,7 contre 21,8% à fin septembre 2017, et a largement dépassé le minimum réglementaire de 14,5%.

² Circulaire n°03/2014 relative aux ratios de solvabilité des Etablissements de Crédit

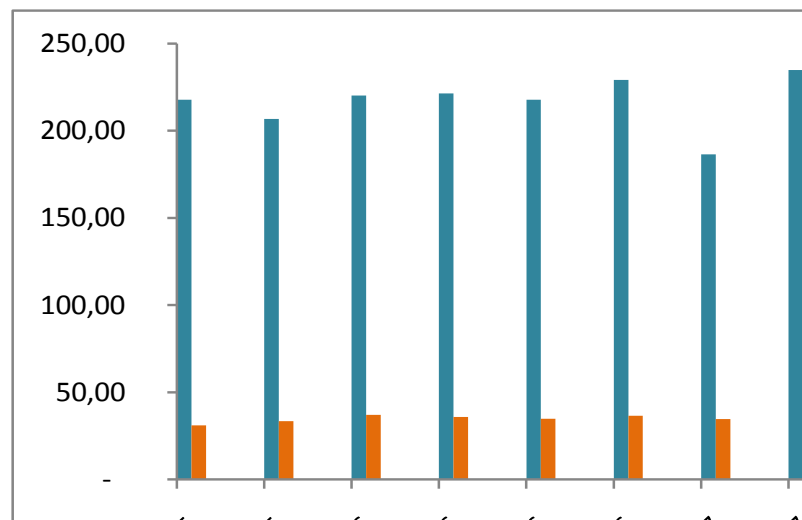
Graphique 18 : Evolution des fonds propres



Source : BRB

En glissement annuel, les fonds propres ont augmenté de 0,5%, passant de 265,7 à 267,1 Mds de BIF, en liaison avec l'augmentation du résultat des banques. Par rapport à la fin du trimestre précédent, les fonds propres ont diminué de 2,5%.

Graphique 19 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio des fonds propres de base a augmenté de 1,0 point de pourcentage (20,8 contre 19,8 %), s'établissant largement au-dessus de la norme réglementaire de 12,5%. D'un trimestre à l'autre, il a augmenté de 1,8 point de pourcentage. L'augmentation des fonds propres de base à la fin du quatrième trimestre 2017 est expliquée par l'accroissement des résultats provisoires de certaines banques.

2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire

En glissement annuel, le produit net bancaire a augmenté, passant de 153.662,1 à 179.672,5 MBIF à fin décembre 2017, suite à l'augmentation du total des commissions bancaires. Le résultat net des établissements de crédit a augmenté de 59,8%, s'établissant à 39.461,7 contre 24.700,3 MBIF à la même période de l'année précédente, principalement, en liaison avec l'augmentation du total des commissions bancaires combinés avec la baisse des provisions. De même, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont augmenté, passant de 1,6 à 2,1% et de 11,1 à 16,6% de fin décembre 2016 à fin décembre 2017 respectivement.

3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

L'activité économique mondiale a ralenti au cours du quatrième trimestre 2017 dans les principaux pays avancés et émergents. L'inflation a augmenté en liaison avec la remontée des prix des produits de base. De même, le commerce mondial des marchandises a progressé, suite à la reprise des flux commerciaux en Asie et de la demande d'importations en Amérique du Nord.

Dans la Communauté Est Africaine, les principaux indicateurs macroéconomiques se sont améliorés ce qui a permis la maîtrise de l'inflation dans la plupart des pays et la stabilité du taux de change. Cette maîtrise de l'inflation a permis aux banques centrales de la Communauté Est Africaine de maintenir inchangé leurs taux de politique monétaire.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les principales productions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire se sont améliorées au cours du quatrième trimestre 2017. Néanmoins, l'inflation globale a augmenté principalement en liaison avec la hausse de l'inflation alimentaire due à la sécheresse qui a prévalu dans certaines régions du pays.

Dans le secteur bancaire, le total bilan a augmenté. Les dépôts ont augmenté tandis que le crédit au secteur privé a régressé. Au niveau des principaux indicateurs de la stabilité financière, ce secteur est demeuré suffisamment capitaliser et rentable.

Au cours du quatrième trimestre 2017, la BRB a poursuivi les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement aux banques commerciales afin de les inciter à financer davantage les investissements productifs.

Pour la période à venir, les mesures prévues par la BRB consistent notamment à :

1. Continuer à fournir aux banques la liquidité nécessaire au financement de l'économie jusqu'à ce que leurs réserves s'améliorent ;
2. Maintenir les échéances de 7, 14 et 28 jours pour les apports de liquidité ;
3. Poursuivre les interventions sur le marché interbancaire de devises pour faciliter les importations des produits essentiels.

Les annexes

Annexe 1 : PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2013	2014	2015	2016	2017
SECTEUR PRIMAIRE	516,4	497,9	499,5	489,4	487,9
Agriculture vivrière	465,7	442,2	433,9	417,8	405,3
Agriculture d'exportation	16,6	18,4	22,1	20,5	24,7
-Café	2,6	3,2	4,9	4,2	5,7
-Thé	13,0	14,2	16,2	15,4	18,0
-Autres cultures d'exportation	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0
Forêt	11,2	11,9	13,4	15,1	16,7
Elevage	20,2	22,4	26,7	32,0	36,8
Pêche	2,6	3,0	3,4	3,9	4,3
SECTEUR SECONDAIRE	297,3	315,7	307,3	311,7	305,9
Extraction	9,5	8,4	8,0	7,8	8,6
Industries	187,5	211,9	213,5	219,1	214,0
-Industries agroalimentaires	134,5	155,7	157,0	160,6	157,4
-Industries manufacturières	53,0	56,2	56,5	58,5	56,6
-Industries textiles	5,8	4,3	4,0	3,9	3,6
-Autres industries manufacturières	47,3	51,9	52,5	54,6	53,0
Electricité, gaz et eau	7,7	7,9	7,1	7,2	7,3
Construction	92,5	87,5	78,7	77,5	76,0
SECTEUR TERTIAIRE	721,1	784,4	803,0	840,1	870,5
Commerce	71,2	79,4	73,9	75,4	74,6
Transport et communication	51,4	67,6	67,7	71,4	75,2
-Transport	14,4	15,6	12,7	13,2	12,9
-Services des Postes, télécommunication, et interne	36,9	52,0	55,0	58,2	62,2
Banques et Assurances	85,9	98,2	117,3	129,0	141,9
Hébergement, Restauration et autres servic	138,0	124,9	125,1	125,7	126,6
Administration publique	228,2	272,9	288,3	305,6	325,5
Education	188,1	195,6	204,7	213,9	224,6
Santé et action sociale	12,8	13,4	14,0	15,6	17,4
Activités à caractère collectif ou personnel	33,0	47,1	50,8	54,8	59,1
Services domestiques	4,8	4,7	5,1	5,5	6,0
SIFIM	-92,4	-119,4	-143,9	-156,9	-180,4
PIB AUX COUTS DES FACTEURS	1534,7	1598,0	1609,8	1641,2	1664,3
Impôts et taxes nets	184,4	194,0	176,3	175,7	197,8
PIB AUX PRIX DU MARCHÉ	1719,1	1792,0	1786,1	1816,9	1862,1

Source : MBGP

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
déc-15	7,1	12,1	3,5
janv-16	6,3	9,9	3,8
févr-16	6,7	11,1	3,6
mars-16	4,3	6,5	2,7
avr-16	2,7	2,4	2,8
mai-16	2,6	2,8	2,6
juin-16	3,8	4,0	3,7
juil-16	4,0	4,5	3,5
août-16	6,6	7,7	5,8
sept-16	7,0	8,1	6,3
oct-16	6,0	7,0	5,3
nov-16	7,1	9,1	5,6
déc-16	9,5	13,9	6,0
janv-17	12,9	20,4	7,4
févr-17	20,5	33,3	7,4
mars-17	21,1	34,4	8,5
avr-17	19,6	30,2	9,0
mai-17	18,9	27,8	9,0
juin-17	15,1	20,8	8,4
juil-17	13,6	18,8	7,1
août-17	13,9	22,6	5,6
sept-17	15,4	23,9	7,4
oct-17	17,6	28,1	9,0
nov-17	15,4	22,2	7,8
déc-17	10,0	9,5	8,4

Source : *ISTEEBU*

Annexe 3 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes	Dons	Recettes et Dons	Dépenses	Solde global
Dec-15	69,311.4	11,254.8	80,566.2	56,764.8	23,801.4
Jan-16	47,235.2	5,895.7	53,130.9	64,664.0	-11,533.1
Feb-16	43,956.0	4,688.2	48,644.1	62,680.5	-14,036.4
Mar-16	58,603.8	10,580.4	69,184.2	97,762.6	-28,578.4
Apr-16	50,478.8	5,930.5	56,409.3	94,594.0	-38,184.8
May-16	45,205.0	12,366.3	57,571.3	86,441.6	-28,870.3
Jun-16	60,148.7	11,341.8	71,490.5	76,846.7	-5,356.2
Jul-16	50,971.9	3,203.4	54,175.2	71,991.2	-17,815.9
Aug-16	55,808.9	4,202.5	60,011.4	73,289.7	-13,278.4
Sep-16	63,489.3	10,797.4	74,286.7	101,298.7	-27,012.0
Oct-16	47,249.9	12,755.9	60,005.8	102,470.2	-42,464.4
Nov-16	55,678.3	15,941.6	71,619.8	101,647.3	-30,027.5
Dec-16	59,232.6	21,314.8	80,547.4	110,352.1	-29,804.7
Jan-17	53,627.7	7,058.3	60,686.0	64,415.6	-3,729.6
Feb-17	51,656.9	10,991.7	62,648.5	84,274.1	-21,625.6
Mar-17	73,064.8	13,243.6	86,308.4	87,906.1	-1,597.8
Apr-17	51,144.7	9,769.6	60,914.3	98,016.5	-37,102.2
May-17	54,415.7	8,886.7	63,302.4	87,125.3	-23,822.9
Jun-17	65,194.3	22,169.0	87,363.3	88,592.8	-1,229.5
Jul-17	67,742.9	11,005.5	78,748.4	87,554.4	-8,806.0
Aug-17	72,246.7	9,317.2	81,563.9	113,343.3	-31,779.4
Sep-17	69,515.0	8,503.2	78,018.2	82,670.9	-4,652.7
Oct-17	60,683.3	16,279.2	76,962.5	124,142.8	-47,180.3
Nov-17	65,298.0	8,264.8	73,562.8	79,101.3	-5,538.4
Dec-17	69,552.5	13,024.2	82,576.7	131,400.0	-48,823.2

Source : MFBP

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

	BRB	Bons et Obl.	Dette intérieure Totale	Dette extérieure	Dette Publique Totale
déc-15	641 724,6	378 907,0	1 070 572,8	691 234,5	1 761 807,3
janv-16	598 712,1	388 365,1	1 036 632,1	689 902,5	1 726 534,6
févr-16	626 840,4	402 426,2	1 082 134,6	700 034,1	1 782 168,7
mars-16	635 625,1	417 680,2	1 102 579,7	720 621,3	1 823 201,0
avr-16	640 405,2	438 638,3	1 133 874,3	725 571,4	1 859 445,7
mai-16	655 244,3	455 349,6	1 164 818,5	728 163,5	1 892 982,0
juin-16	650 423,6	475 292,9	1 178 665,3	730 813,1	1 909 478,4
juil-16	646 289,0	493 502,0	1 193 872,2	727 209,5	1 921 081,7
août-16	636 965,6	508 501,5	1 193 198,6	732 683,7	1 925 882,3
sept-16	644 432,0	527 286,3	1 218 538,7	736 607,0	1 955 145,7
oct-16	660 707,0	536 420,8	1 248 380,0	729 004,8	1 977 384,8
nov-16	689 148,0	551 790,1	1 294 023,7	727 220,8	2 021 244,5
déc-16	752 299,8	584 745,3	1 374 144,6	724 630,8	2 098 775,4
janv-17	708 968,9	583 970,9	1 330 570,5	730 300,2	2 060 870,7
févr-17	720 858,9	613 931,0	1 372 302,2	734 404,8	2 106 707,0
mars-17	741 269,6	627 821,5	1 411 263,4	729 302,8	2 140 566,2
avr-17	733 398,9	643 307,1	1 418 957,0	718 996,6	2 137 953,5
mai-17	748 696,4	660 063,7	1 451 092,3	747 449,7	2 198 541,0
juin-17	748 813,6	676 889,0	1 464 123,4	754 668,5	2 218 792,0
juil-17	732 104,3	676 920,9	1 447 097,0	760 394,0	2 207 491,0
août-17	730 342,1	709 627,0	1 478 272,4	770 584,3	2 248 856,7
sept-17	713 443,5	731 279,5	1 483 340,8	775 212,7	2 258 553,5
oct-17	741 876,6	735 555,4	1 518 484,7	774 694,9	2 293 179,6
nov-17	747 014,0	750 243,2	1 533 016,6	780 106,5	2 313 123,0
déc-17	787 208,1	829 763,9	1 649 286,6	778 633,4	2 427 920,0

Source : BRB et MFBP

Annexe 5 : Réserves des banques (En MBIF)

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
déc-15	77 700,7	14 296,6
janv-16	77 387,1	26 612,0
févr-16	78 305,6	42 673,5
mars-16	82 764,1	54 696,7
avr-16	87 956,0	68 813,8
mai-16	87 670,1	74 277,1
juin-16	93 245,7	92 597,1
juil-16	86 858,2	108 221,7
août-16	91 506,9	107 836,1
sept-16	87 837,5	113 432,6
oct-16	109 620,6	105 761,6
nov-16	107 733,7	98 571,3
déc-16	128 013,2	100 522,7
janv-17	128 121,5	85 130,5
févr-17	128 818,8	89 580,0
mars-17	133 496,9	93 971,8
avr-17	152 138,5	97 130,4
mai-17	141 232,6	94 778,2
juin-17	118 531,9	76 500,5
juil-17	95 342,0	101 518,0
août-17	115 927,0	118 005,0
sept-17	121 733,0	113 145,0
oct-17	125 576,0	123 451,0
nov-17	129 441,0	117 240,0
déc-17	157 967,0	130 194,0

Source : BRB

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
déc-15	5,00	9,82	3,40	6,82
janv-16	5,00	9,44	3,46	6,44
févr-16	5,00	9,41	3,38	6,41
mars-16	5,40	9,21	3,27	6,21
avr-16	-	9,58	3,32	6,58
mai-16	4,56	9,45	3,30	6,45
juin-16	-	8,92	3,14	5,92
juil-16	5,00	8,84	3,18	5,84
août-16	-	7,98	3,14	4,98
sept-16	3,50	7,79	3,09	4,79
oct-16	3,50	7,55	2,98	4,55
nov-16	3,85	6,80	2,55	3,80
déc-16	-	7,64	2,38	4,64
janv-17	3,12	7,91	2,40	4,91
févr-17	5,18	8,50	3,72	5,50
mars-17	6,00	9,01	4,92	6,01
avr-17	6,00	7,96	5,36	4,96
mai-17	5,50	7,17	3,85	4,165
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,135
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13

Source : BRB

Annexe 7 : Principaux indicateurs d'activité du secteur bancaire (en MBIF)

	31/12/2016	31/12/2017	Variation en %
EMPLOIS	1 834 956,6	2 164 695,6	18,0
1. PRINCIPAUX EMPLOIS	1 411 294,4	1 802 971,9	27,8
A. Actifs Liquides	676 078,4	1 007 491,3	49,0
*Caisse	48 070,9	49 771,7	3,5
*B.R.B.	138 987,5	229 296,6	65,0
*Banques & Etablissements Financiers	51 031,4	84 932,4	66,4
* Bons et Obligations du Trésor	437 988,6	643 490,6	46,9
B. Crédits	735 216,0	795 480,6	8,2
*Court terme	427 882,5	426 272,4	-0,4
*Moyen terme	192 801,5	216 175,2	12,1
*Long terme	114 531,9	153 033,0	33,6
*Crédits bail	-	-	-
*Autres crédits	-	-	-
2. AUTRES EMPLOIS	423 662,2	361 723,7	-14,6
RESSOURCES	1 834 956,6	2 164 695,6	18,0
1. PRINCIPALES RESSOURCES	1 224 214,0	1 543 660,1	26,1
*Clientèle	1 001 852,0	1 234 101,1	23,2
<i>dont: dix grands dépôts</i>	272 971,3	431 484,1	58,1
*Refinancement auprès B.R.B.	82 559,1	160 080,4	93,9
*Banques & Etablissements Financiers	139 802,9	149 478,6	6,9
<i>dont : Résidents</i>	77 032,7	90 900,4	18,0
2. AUTRES RESSOURCES	610 472,6	621 035,5	1,7
INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE			
1. Adéquation des fonds propres			
Fonds propres de base nets (en MBIF)	229 217,6	234 104,6	2,1
Fonds propres (en MBIF)	265 744,0	267 074,4	0,5
Risques pondérés	1 157 272,6	1 126 022,3	-2,7
Ratio de solvabilité de base (en %, norme 12,5%)	19,8	20,8	-
Ratio de solvabilité globale (en %, norme 14,5%)	23,0	23,7	-
Ratio de levier (en %, norme 7%)	14,3	12,3	-
2. Qualité et concentration des crédits			
Grands risques	126 559,6	150 936,9	19,3
Créances à surveiller	32 132,2	41 649,6	29,6
Créances Non performantes	106 898,3	115 782,5	8,3
Impayés	139 030,5	157 432,1	13,2
Provisions constituées	96 337,0	92 574,3	-3,9
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	40,1	36,7	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*) (en %)	25,9	32,0	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*) (en %)	214,1	311,9	-
Taux des prêts non performants (en %)	14,5	14,6	-
Taux d'impayés (en %)	18,9	19,8	-
Taux de provisionnement (en %)	90,1	80,0	-
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	17,2	19,0	-
3. Liquidité			
Coefficient de liquidité en BIF(*) (en %)	55,3	59,4	-
Coefficient de liquidité en devises (*) (en %)	127,6	113,2	-
Total crédits/total dépôts (*) (en %)	73,4	64,5	-
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	147,2	137,5	-
Dix gros dépôts/Total dépôts (*) (en %)	27,2	35,0	-
4. Rentabilité et performance			
Résultat avant impôt	29 575,7	44 380,1	50,1
Résultat net de l'exercice	24 700,3	39 461,7	59,8
Produit Net Bancaire	153 662,1	179 672,5	16,9

Source : BRB

